



**UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR**

REVUE DE PRESSE

**Éducation
Enseignement
Supérieur**

RP
23 au 27
mars 2026

UCAD Mines : Alioune Badara Kandji veut faire de ce projet un levier pour le développement économique



Une réunion consacrée au projet UCAD Mines s'est tenue mercredi dernier, sous la présidence du recteur Alioune Badara Kandji. Au cours de la rencontre, le directeur de l'ENSMG-UCAD, le Pr Mahamadane Diène, a présenté les orientations du projet. Il s'articule autour de deux leviers complémentaires. D'une part, l'exploitation des carrières, avec des activités de prospection et de valorisation des matériaux de construction. D'autre part, l'exploration et la valorisation minière, notamment dans des zones à fort potentiel du Sénégal oriental.

Le projet UCAD Mines est porté par l'Ecole nationale supérieure des mines et de la géologie (ENSMG) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). Il vise à valoriser le potentiel scientifique et technique de l'université. Le projet ambitionne également de contribuer au développement économique national.

À travers cette initiative, l'UCAD affirme clairement son ambition de s'inscrire comme un acteur stratégique du secteur minier. Dans un contexte de forte demande en matériaux de construction et de raréfaction des ressources dans la région de Dakar, ce projet apparaît comme une réponse innovante et structurante. Au-delà de sa portée économique, le projet s'inscrit dans une dynamique de formation et d'employabilité. Il offre aux étudiants des opportunités concrètes d'apprentissage et d'immersion professionnelle.

A ce titre, le recteur a salué une initiative en parfaite cohérence avec sa vision d'une UCAD créatrice de valeur et d'impact. Il a insisté sur la nécessité d'une démarche progressive, fondée sur la rigueur scientifique et le respect des exigences environnementales.

Ainsi, Alioune Badara Kandji a recommandé la structuration du projet autour d'une équipe technique dédiée, tout en veillant à préserver les missions fondamentales de l'université, à savoir : la formation et la recherche.

La présentation de briques et pavés conçus à partir de matériaux locaux illustre concrètement le potentiel d'innovation de l'ENSMG-UCAD. Dans cette dynamique, le recteur a encouragé une collaboration avec la DGDU en vue d'intégrer ces solutions dans les projets de construction de l'UCAD.

https://www.seneweb.com/fr/news/Economie/ucad-mines-alioune-badara-kandji-veut-faire-de-ce-projet-un-levier-pour-le-developpement-economique_n_487583.html

NATIONALE

Cheikh Anta Diop : 40 ans après, interroger l’actualité et la fécondité de son héritage intellectuel



Le savant sénégalais Cheikh Anta Diop est mort en 1986. L’année 2026 marque ainsi le quarantième anniversaire de sa disparition. Pour revisiter son œuvre, un colloque international sera organisé les 9, 10 et 11 décembre 2026 à l’Université du Sénégal Oriental (USO), à Tambacounda, sur le thème « Lire Cheikh Anta Diop à l’orée des défis du XXle siècle ». L’objectif est d’interroger l’actualité et la fécondité de son héritage intellectuel, à la croisée des champs scientifique, politique et civilisationnel.

Ce sera un moment pour actualiser sa pensée à la lumière des défis contemporains : décolonisation des savoirs, restauration de la conscience historique africaine, place de la culture, unité du continent, rôle de la science, intégration régionale, développement, démocratie, jeunesse, etc.

Figure emblématique de la pensée panafricaine et savant d’exception, Cheikh Anta Diop est un intellectuel multidimensionnel. Il a très tôt compris l’importance de la pluridisciplinarité. Il était historien, physicien, linguiste et homme politique, articulant les sciences dures, la culture et la politique. Pour refléter cette dimension, la manifestation scientifique donnera lieu à un espace d’échanges intergénérationnel et interdisciplinaire, voire transdisciplinaire, réunissant intellectuels, militants, chercheurs, décideurs publics et artistes engagés, le tout dans une dynamique panafricaine et non strictement nationale ou académique.

Cheikh Anta Diop a profondément contribué à la réhabilitation de l’histoire africaine et à la construction d’une pensée souveraine. Longtemps marginalisée de son vivant, son œuvre constitue aujourd’hui une référence majeure dans les dynamiques contemporaines de souveraineté scientifique, culturelle, économique et politique du continent africain.

hommage oui, mais surtout réappropriation critique

Cheikh Anta Diop fut en effet l’un des premiers penseurs à articuler de manière cohérente la quête de vérité historique, l’élaboration d’une pensée africaine située et le combat pour la souveraineté intégrale des peuples africains.

https://www.seneweb.com/fr/news/Societe/cheikh-anta-diop-40-ans-apres-interroger-lactualite-et-la-fecondite-de-son-heritage-intellectuel_n_487787.html

Ifan – Mobilité en Afrique : L’urgence de réinvestir les «Voies d’eau»



Le transport de demain en Afrique passera-t-il par ses fleuves et lacs ? C’est la question au cœur de la rencontre internationale organisée au Musée Théodore Monod par l’Institut fondamental d’Afrique noire (Ifan Cheikh Anta Diop), en partenariat avec la Goethe Universität Frankfurt et le Centre Point Sud de Bamako. Le constat des spécialistes est sans appel : malgré un potentiel hydraulique immense, les «Voies d’eau d’Afrique» sont les grandes oubliées des stratégies de mobilité. Alors que c’était un angle mort de la recherche et des politiques publiques.

Pour Peter Lambertz, anthropologue au Centre d’anthropologie culturelle de l’Université de Bruxelles, ce déséquilibre est flagrant, tant dans les investissements que dans la recherche académique. «Nous avons remarqué que face aux défis croissants du transport, dopés par la croissance démographique et l’urbanisation, il existe un manque remarquable de recherches liées à l’eau», explique-t-il. Selon l’expert, les sciences sociales et humaines ont jusqu’ici largement privilégié le domaine routier. Pourtant, dans les régions maritimes et fluviales, rien n’est plus vital que ce qui circule sur l’eau. Pour illustrer ce paradoxe, le chercheur cite les cas de Lagos et de Kinshasa, des mégapoles étouffées par les embouteillages. A Kinshasa, par exemple, le fleuve Congo représente une artère naturelle sous-exploitée, qui pourrait pourtant relier efficacement l’aéroport au centre-ville.

Rompre avec les solutions «clés en main»

L’un des enjeux majeurs de cette rencontre est de réhabiliter le savoir local. Trop souvent, les experts en développement tentent d’imposer des modèles standardisés, importés d’ailleurs, qui ignorent les réalités géographiques et culturelles du terrain. «A travers des études anthropologiques, historiques et géographiques, nous comprenons qu’il existe déjà, à la base, des solutions complexes développées par des acteurs locaux au fil du temps», souligne Peter Lambertz. L’objectif est désormais de rendre ces pratiques visibles pour qu’elles soient intégrées aux processus de décision globale après avoir rappelé que l’eau est une infrastructure à part entière.

Issa Fofana, co-directeur de Point Sud, abonde dans ce sens. Pour lui, le retard de l’Afrique dans ce domaine provient d’une erreur de perception : les cours d’eau et les mers sont perçus comme des éléments de la nature et non comme des infrastructures de transport de plein droit.

<https://lequotidien.sn/ifan-mobilite-en-afrique-lurgence-de-reinvestir-les-voies-deau/>

Afrique : bâtir des infrastructures durables avec des solutions basées sur la nature



Mettre en place des infrastructures résilientes en s’appuyant sur la nature. C’est la mission que s’est assignée le projet « Solutions basées sur la nature pour la résilience africaine » (Nbs4AfrRes). L’idée est de dépasser l’ingénierie classique pour intégrer des solutions innovantes telles que les savoirs locaux. C’est ainsi qu’un atelier de formation des formateurs se tient à l’Université Cheikh Anta Diop de Dakar du 23 au 27 mars. Cette initiative vise à accompagner la mise en place d’un programme de master interuniversitaire consacré aux infrastructures résilientes et aux solutions inspirées de la nature.

Le projet, qui regroupe notamment l’UCAD, l’École Polytechnique de Thiès, University of Cape Town et Rhodes University, ambitionne de promouvoir de nouvelles filières et d’intégrer, dans les offres de formation, des approches combinant ingénierie, enjeux climatiques et sciences sociales. Coordonnateur du projet à l’UCAD, Pr Serigne Faye a souligné les limites des modèles classiques de formation, marqués par un cloisonnement des disciplines. Selon lui, la complexité des défis actuels impose désormais une approche intégrée, fondée sur la synergie entre ingénierie, sciences environnementales et sciences humaines.

Co-présidant la cérémonie d’ouverture aux côtés du directeur de l’Institut des sciences de l’environnement (ISE-UCAD), El Hadji Mamadou Sonko, le directeur de l’École Polytechnique de Thiès, le professeur Mamadou Wane, a rappelé que son institution a déjà amorcé l’intégration de ces solutions dans ses curricula. Il a insisté sur la nécessité de former les formateurs afin de favoriser une appropriation effective de ces approches par les étudiants et leur adaptation aux réalités locales.

Pour sa part, le coordonnateur du projet à l’EPT, Ababacar Fall, a mis en avant l’enjeu de former une nouvelle génération d’ingénieurs capables d’aller au-delà de l’ingénierie classique. Il s’agit, selon lui, d’intégrer les savoirs écologiques, sociétaux et locaux afin de promouvoir un nouveau paradigme de conception d’infrastructures, plus résilientes face aux changements climatiques. « L’objectif est d’opérer une transition vers des solutions douces, écologiques et à échelle humaine », a-t-il indiqué.

Au-delà de la résilience, les solutions fondées sur la nature apparaissent également comme une réponse aux contraintes financières des pays africains en matière d’infrastructures. De la conception à l’entretien, les approches classiques nécessitent des investissements importants, tandis que les solutions co-construites avec les communautés locales permettent d’en réduire les coûts.

https://www.seneweb.com/fr/news/Societe/afrique-batir-des-infrastructures-durables-avec-des-solutions-basees-sur-la-nature_n_487373.html



Longues études, peu de débouchés, le paradoxe des titulaires de Doctorat en Afrique

Malgré le nombre croissant de doctorants formés en Afrique, leurs compétences restent largement sous-utilisées par les sociétés et les économies locales. Alors que des millions d’experts hautement qualifiés sont formés, les structures professionnelles, la recherche et l’industrie ne valorisent pas ces talents à l’échelle nécessaire.

Chaque année, des milliers d’Africains consacrent plusieurs années à des recherches approfondies pour obtenir un Doctorat (PhD). Ces parcours exigent la rédaction d’une thèse originale, la publication d’articles scientifiques et parfois l’encadrement d’étudiants en formation. Entre 2000 et 2018, plus de 32 000 doctorats ont été délivrés en Afrique du Sud, ce qui fait de ce pays l’un des plus productifs du continent en matière de formation avancée. Au Kenya, environ 12 000 doctorats ont été obtenus jusqu’en 2019, ce qui montre également la progression des programmes de formation doctorale.

En Afrique de l’Ouest, la formation doctorale a changé d’échelle au cours de la dernière décennie, portée par la massification de l’enseignement supérieur et la structuration progressive de la recherche. Au Ghana, les effectifs doctoraux ont fortement augmenté pour dépasser 4000 doctorants inscrits, tandis que des pays comme le Sénégal, la Côte d’Ivoire ou le Bénin forment désormais des centaines de docteurs chaque année, contre des volumes marginaux au début des années 2000.

Au Nigeria, première puissance démographique du continent, le système universitaire produit désormais plusieurs milliers de titulaires de doctorat chaque année, grâce à un réseau de plus de 309 universités, d’après les récentes données officielles. À l’échelle régionale et continentale, les Centres d’excellence africains (ACE), soutenus par la Banque mondiale, ont formé plus de 7650 doctorants entre 2014 et 2025 dans des secteurs stratégiques tels que l’agriculture, la santé, l’ingénierie et le numérique, renforçant ainsi la capacité scientifique et technique de l’Afrique subsaharienne.

Des débouchés professionnels limités

Pourtant, cette montée en puissance quantitative ne s’accompagne pas d’une transformation équivalente des économies, posant la question centrale de l’absorption de ces profils hautement qualifiés. Selon une étude publiée en septembre 2024 par l’Institute of Employability, l’Afrique ne représente que 2 % de la production scientifique globale. Les universités disposent de peu de postes permanents et le financement public reste insuffisant, contraignant de nombreux doctorants à dépendre de bailleurs internationaux ou à restreindre l’envergure de leurs projets.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/2303-136858-longues-etudes-peu-de-debouches-le-paradoxe-des-titulaires-de-doctorat-en-afrique>



Développeur informatique, un métier d'avenir au carrefour du monde



Alors que la transformation numérique redessine l'économie mondiale, le développement informatique s'impose comme l'un des métiers les plus porteurs et les plus accessibles du XXIe siècle, y compris en Afrique.

Le code est devenu le moteur du monde. Des applications mobiles aux systèmes intelligents, chaque innovation numérique implique un développeur, et la demande de talents reste forte. En France, le baromètre KYU associé 2024 signale une hausse de 55 % des effectifs en dix ans. Les tensions de recrutement s'aggravent chaque année. Entre le premier semestre 2023 et le premier semestre 2024, les offres d'emploi ont progressé de 20 %. À l'échelle mondiale, la pénurie est encore plus critique.

Le développeur conçoit, écrit, teste et maintient des logiciels, applications et systèmes d'information. Selon l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), il peut se spécialiser en front-end pour les interfaces visibles par l'utilisateur, en back-end pour la logique serveur et les flux de données, ou opter pour un profil full-stack qui couvre les deux dimensions à la fois. À ces spécialités s'ajoutent des domaines en pleine explosion comme l'intelligence artificielle, la cybersécurité, le cloud computing et la data science.

Les opportunités pour les développeurs continuent de croître. D'après le baromètre KYU 2024, la programmation et le conseil informatique représentent trois quarts des emplois du secteur numérique. Les développeurs travaillent dans des start-up, ONG, ministères, cabinets ou multinationales. Le télétravail et le freelance sont devenus la norme.

L'étude APEC sur les rémunérations 2025, portant sur 111 familles de métiers, établit qu'un développeur en France perçoit un salaire annuel brut compris entre 34 000 et 53 000 € (entre 39 500 et 61 500 dollars), avec une médiane à 43 000 €. Aux États-Unis, les données disponibles sur Career Karma révèlent que les développeurs informatiques chez Google perçoivent généralement plus de 180 000 dollars, incluant salaire, bonus et actions.

En Afrique, les rémunérations des développeurs progressent avec la montée en puissance des écosystèmes tech, notamment au Kenya, au Maroc, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Selon les données de Glassdoor, un développeur informatique débutant gagne en moyenne entre 4 200 et 9 500 dollars par an sur le marché ivoirien.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-services/2503-136949-developpeur-informatique-un-metier-davenir-au-carrefour-du-monde>

Au Zhejiang, il comprend pourquoi la Chine dépasse Harvard



Dans "Business Insider", un ancien étudiant américain raconte son semestre à l'université du Zhejiang, classée première mondiale pour la recherche. Exigence extrême, sélection impitoyable : l'envers du décor universitaire chinois.

Dans un témoignage publié par le site Business Insider, l'Américain Thomas Stack revient sur son semestre d'échange à l'université du Zhejiang, en Chine, devenue depuis un mastodonte mondial de la recherche. Son récit éclaire, de l'intérieur, l'expérience d'un expatrié confronté à une culture universitaire d'une tout autre intensité que celle de son pays : "J'ai étudié à l'université du Zhejiang, l'établissement chinois qui vient d'arriver en tête du classement mondial de la recherche universitaire."

Dix ans plus tôt, alors étudiant à Tufts University, il quitte pour la première fois le Massachusetts pour Hangzhou. Le campus international, adossé à la colline boisée de Yuquan, offre aux étrangers un environnement à taille humaine au sein d'une université tentaculaire répartie sur plusieurs sites.

Le choc est immédiat. Logement individuel avec salle de bains, banquet d'accueil, cantine réputée : pour l'équivalent de 1,84 euro, "on pouvait obtenir un repas copieux à toute heure de la journée", des bouillies de riz matinales aux légumes sautés et porc aigre-doux du soir, préparés à la demande.

Mais c'est surtout l'exigence académique qui marque le jeune homme. Quatre heures quotidiennes de langue, plusieurs heures de travail personnel, puis des séminaires de trois heures, notamment sur l'histoire paysanne chinoise, dispensés par un professeur "qui s'appuyait largement sur sa propre expérience en tant qu'universitaire envoyé à la campagne pendant la Révolution culturelle de Mao".

Devant lui, des étudiants chinois sélectionnés au terme d'un parcours implacable. "La route vers l'admission pour la plupart des étudiants chinois était comparativement longue et exténuante." Après des années de préparation au gaokao, concours d'admission à l'enseignement supérieur, l'effort ne faiblit pas. Tandis que les étrangers voyagent le week-end, "beaucoup d'étudiants locaux [...] étaient plus susceptibles d'étudier à la bibliothèque un vendredi ou un samedi soir".

Lui-même découvre la sévérité des corrections : "Une légère erreur de prononciation ou un trait mal placé dans un caractère écrit [...] étaient sévèrement sanctionnés par mes professeurs à l'université du Zhejiang."

https://www.courrierinternational.com/article/temoignage-a-zhejiang-il-comprend-pourquoi-la-chine-depasse-harvard_240752

Côte d'Ivoire – Burkina-Faso : un partenariat pour dynamiser l'innovation scientifique



La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso entendent unir leurs efforts pour développer la recherche et l'innovation scientifique. Une ambition qui se concrétise déjà. Les 17 et 18 mars derniers, le Fonds pour la science, la technologie et l'innovation (FONSTI) de Côte d'Ivoire a organisé un atelier de renforcement des capacités des chercheurs, en partenariat avec le Fonds national pour la recherche et l'innovation pour le développement (FONRID) du Burkina Faso, avec l'appui du secrétariat général du Conseil de l'innovation.

Selon le ministère ivoirien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), la rencontre a réuni les lauréats des projets conjoints FONSTI-FONRID autour des enjeux de gestion, de suivi et de promotion.

La première journée a été consacrée à la présentation de cinq projets financés dans le cadre du programme FONSTI-FONRID, ainsi qu'à l'intégration du genre et de l'inclusivité. La seconde, plus technique, a porté sur le suivi-évaluation et la propriété intellectuelle. Une session animée par l'Office ivoirien de la propriété intellectuelle (OIPI) a notamment mis en lumière les mécanismes de protection et de valorisation des innovations. À l'ouverture, Barima Yao Sabas, représentant le secrétaire général du FONSTI, a présenté l'atelier comme « un levier pour améliorer la performance et la valorisation des projets financés ».

Conjuguer les efforts pour mieux innover

La portée du partenariat dépasse le cadre bilatéral. Le soutien du Royaume-Uni, du Canada, de l'Allemagne et de l'Afrique du Sud inscrit le programme FONSTI-FONRID dans une dynamique internationale. Pour le directeur général du FONRID, Bationo Babou, l'objectif est de mutualiser les ressources afin de traiter des problématiques communes et d'obtenir un impact plus significatif.

Cette dynamique prend tout son sens au regard des défis que les deux pays affrontent. En Côte d'Ivoire, le gouvernement pointe deux obstacles majeurs. Lors de la 13e édition de la CGECI Academy en septembre 2025, le ministre de l'Enseignement supérieur, Adama Diawara, a évoqué le sous-financement et la faible exploitation économique des résultats scientifiques. Un constat d'autant plus préoccupant que, selon le rapport pays 2024 de la Banque africaine de développement, la Côte d'Ivoire ne consacre que 0,1 % de son PIB à la recherche et au développement, très loin de l'objectif continental de 1 %.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-services/2303-136889-cote-divoire-burkina-faso-un-partenariat-pour-dynamiser-linnovation-scientifique>